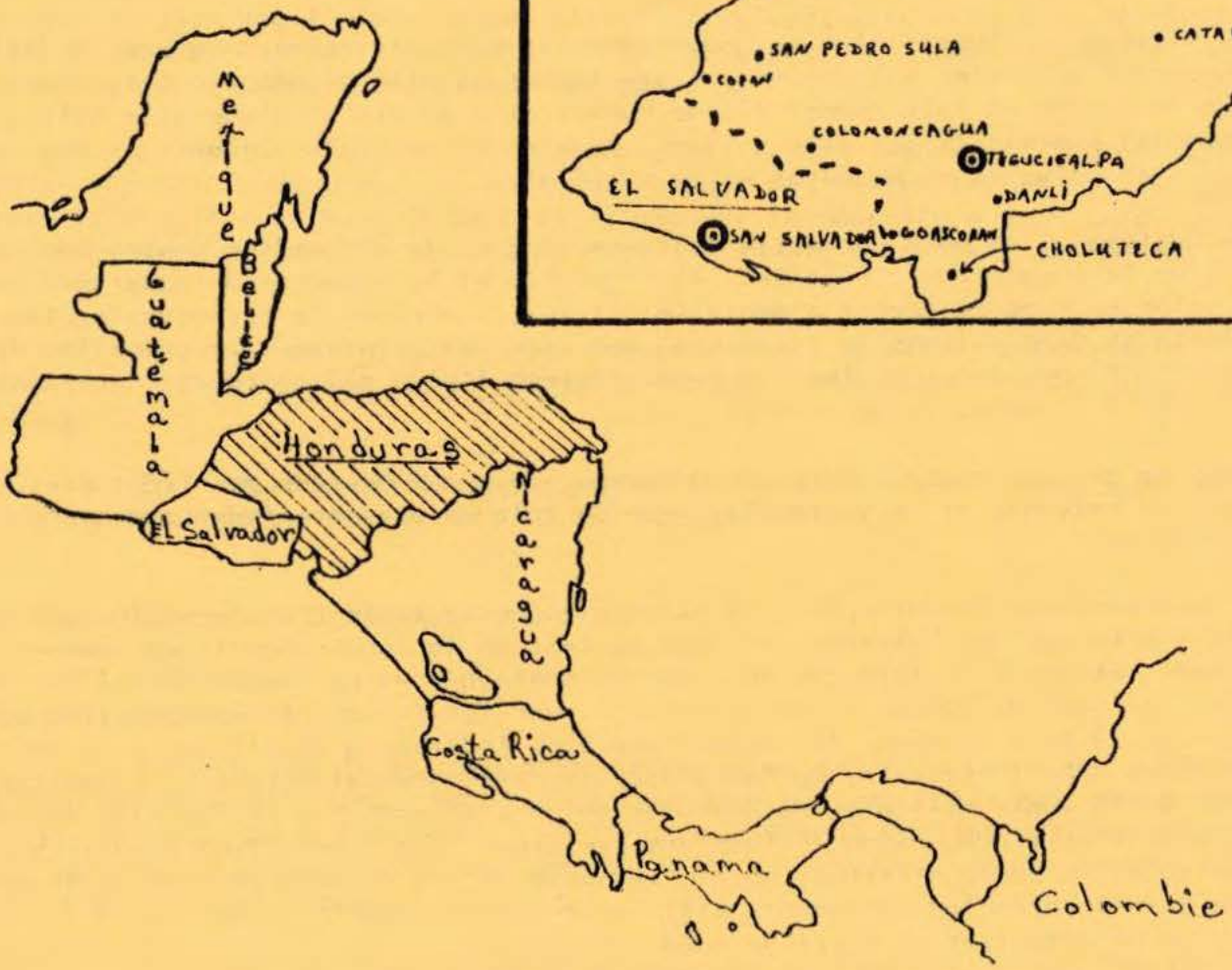
CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION VOL. II No. 2 MAI 1981

HONDURAS



COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE

4725, rue St-Denis, suite 1, Montréal, Québec H2J 2L5 tél: 845-0511

EDITORIAL

L'Amérique Centrale sur pied de guerre

Les oligarchies des pays d'Amérique Centrale, de même que les gouvernements répressifs et anti-populaires de cette région, ont retrouvé force et confiance depuis l'avènement de M. Reagan à la présidence des Etats-Unis. En effet, M. Reagan avait nettement fait voir, au cours de sa campagne électorale, qu'il était prêt à faire intervenir l'armée américaine, particulièrement au Salvador et au Guatémala, pour protéger les intérêts économiques et politiques de USA en Amérique Centrale. Il voulait y voir une occasion de démontrer la force des Etats-Unis dans la lutte contre "le communisme international".

Ces espoirs n'ont pas été déçus. A peine au pouvoir, M. Reagan organise une aide militaire efficace au gouvernement criminel du Salvador, cherchant l'appui international à une intervention directe. Ce faisant, M. Reagan devient responsable du prolongement d'une guerre qui a déjà trop coûté de vies et de souffrances au peuple salvadorien.

Au Nicaragua, l'opposition au gouvernement sandiniste reprend du poil de la bête et commence à boycotter activement les programmes du plan de reconstruction nationale. Le Nicaragua se fait couper l'aide humanitaire au profit d'une aide militaire aux gouvernements répressifs des pays voisins, en plus de subir les incursions des ex-gardes somocistes réfugiés au Honduras et au Guatémala.

Au Guatémala, on note une nette recrudescence de la répression contre tous les secteurs de la population. En effet, l'oligarchie et le gouvernement guatémaltèque qui, selon un rapport récent d'Amnistie Internationale, est le responsable direct des assassinats et disparitions de personnes, ont reçu les assurances personnelles de Reagan qu'advenant son élection, les USA reprendraient l'aide militaire et l'entraînement intensif de l'armée et de la police.

Dans ce tableau assez sombre, le Honduras, pays qui possède des frontières avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatémala, joue un rôle de première importance, souvent passé sous silence.

L'importance du Honduras, dans la stratégie contre toute transformation sociale qui pourrait s'effectuer au Salvador, est due au fait de la longue frontière commune avec le Salvador, et aussi au fait que les régions montagneuses peu peuplées à l'est de la frontière servent de refuge et de protection pour les forces révolutionnaires salvadoriennes. Le 23 mars dernier, le journaliste Jack Anderson a révélé que lors de réunions secrètes avec l'émissaire du Pentagone, le Major général Robert L. Schweitzer, on fit savoir à la junte militaire du Honduras qu'on s'attendait à ce "qu'elle devienne la forteresse de l'anti-communisme en face des pressions d'une révolution populaire". Anderson poursuit: "l'administration Carter, repoussée d'une manière gênante au Nicaragua et incapable d'influencer les événements efficacement au Guatémala et au Salvador, a sauté sur l'occasion de démontrer sa force au Honduras".

Dans ce numéro, nous nous proposons de donner plus d'informations sur la situation économique et politique même du Honduras, de même que de mettre en lumière le rôle de la junte militaire hondurienne dans le contexte actuel de l'Amérique Centrale.

SITUATION DU PAYS

Grands traits géographiques

Grand comme la Tchécoslovaquie, le Honduras se situe au second rang des pays d'Amérique Centrale. Mais avec environ 3,000,000 d'habitants, le Honduras est moins peuplé que deux de ses plus petits voisins: le Guatémala et le Salvador. C'est un pays pauvre. La plus grande partie du territoire du Honduras est couverte de montagnes. Les terres basses sont littéralement submergées par la végétation tropicale, et la côte nord est marécageuse et inhospitalière. Les centres de peuplement sont isolés les uns des autres par les intempéries ou le manque de moyens de communication.

Le Honduras, disent ses voisins, c'est le pays du bétail et des bananes. Il vient très loin en tête sur la liste assez longue des pays exportateurs de fruits tropicaux du monde entier. Cette monoculture est évidemment un handicap pour le développement de l'économie.

Une firme américaine est célèbre par la dictature qu'elle a exercée en Amérique Centrale, notamment au Honduras. Elle symbolise par son titre, United Fruit Company, cette politique de monoculture qui livre des nations entières au hasard du marché mondial. Au lieu que l'exportation soit un stimulant, elle freine le développement. Au lieu d'améliorer le sort des populations, elle profite à quelques-uns et maintient l'immense fossé qui sépare les riches des pauvres.

Le relief étant très montagneux, les terres arables ne représentent que 24% de la superficie du pays. Le maïs, qui occupe 46% de ces terres cultivées, est de très loin la première culture du pays et il compose la nourriture de base de la population. Mais les deux cultures essentielles pour l'économie extérieure du Honduras sont celles du café et de la banane.

Le Honduras est une nation formée surtout de métis, d'Espagnols et d'Indiens, dont une partie descend des Mayas, qui luttèrent farouchement contre les "conquistadores" espagnols.

En 1969, un conflit armé a opposé le Honduras au Salvador: 3,000 morts; et en 1974 un terrible ouragan a fait 10,000 victimes.

La majorité pauvre du Honduras: les paysans

Leurs conditions de vie:

Près de 70% de la population hondurienne vit à la campagne, et donc, dépend de l'agriculture pour vivre. Mais le secteur agricole est celui qui génère le plus de chômage: 15 à 70% selon la saison. En 1972, on estimait que 76% des familles rurales avaient des revenus de moins de $500 par année, et de ce chiffres, 44.7% avaient des revenus de moins de $250 par année.

Il n'est donc pas étonnant qu'avec des revenus aussi bas, les familles paysannes du Honduras connaissent la faim, les cabanes de chaume sans eau, sans électricité, et que leurs enfants ne puissent aller à l'école.

D'après des études réalisées en '70, seulement 27.5% des enfants de moins de 5 ans peuvent se classifier comme normaux. Les autres présentent tous des manques de

protéines et de calories, à différents degrés. Et nous savons que la sous-alimentation en bas âge cause des retards du dévéloppement physique et mental qui sont, hélas ! irréversibles.

D'autres études effectuées en '74 démontrent que 84% des habitations rurales n'ont pas d'eau ni d'égoûts, et que 51.9% n'ont pas d'électricité. D'autres parts, l'analphabétisme est un des problèmes majeurs: 30% de la population est analphabète, alors que 43% a complété une ou quelques années de primaire. 14% seulement de la population a complété le cycle primaire, et à peine 5% a atteint le cycle sécondaire.

Sous-alimentation (1)	
Enfants normaux	27.5 %
Enfants, moins de 5 ans, sous-alimentés	72.5 %
Logements (2)	
Maisons de briques	3.3 %
Maisons de briques de terre	17.1 %
Maisons de bois	21.7 %
Maisons de boue séchée	45.0 %
Maisons de chaume	11.9 %
Sans service d'eau	84.2 %
Sans égoût	86.5 %
Sans électricité	91.9 %
Analphabétisme (3)	
Population totalement analphabète	30 %
Primaire incomplet	43 %
Primaire complété	14 %
Secondaire et supérieur	5 %

(1) Instituto de Nutricion para Centro América y Panama (INCAP), 1970.
(2) Secrétariat Technique de CONSUPLANE, recensement 1974
(3) Instituto Nacional de Formacion Profesional (INFOP) 1977

UN PROBLÈME CENTRAL : LA TERRE

La principale cause de la grande pauvreté de la classe paysanne hondurienne, c'est la concentration de la terre dans les mains d'une minorité de familles possédantes, celles-ci y pratiquant la culture de produits principalement destinés à l'exportation: café, canne-à-sucre, fruits. Le schéma ci-dessous est très éloquent à ce sujet.

Même si seulement 24% de la superficie totale du Honduras est apte à l'agriculture (le reste étant de la forêt) cela serait suffisant pour subvenir aux besoins de la population hondurienne, si les terres étaient réparties plus équitablement.

Répartition de la terre (*)	
La population agricole, composée de :	possède :
135,900 familles (46%)	12,4% des terres
800 familles (0,3%)	27,4% des terres
92,400 familles (31,2%)	N'ont pas de terre

(*) Instituto Nacional Agrario (INA)

Soulignons que les grands propriétaires, en plus de posséder d'immenses superficies de terres, possèdent également les plus fertiles, alors que les terres des petits propriétaires sont situées en terrains montagneux.

Une république de bananes !

Parmi ces grands propriétaires, il ne faut pas oublier les compagnies de bananes qui ont peu à peu constitué leur empire au cours du XXe siècle, au point d'influencer considérablement la vie politique même du Honduras. Cet empire de la banane s'est constitué peu à peu par de larges acquisitions de terrain en échange de la construction du chemin de fer (servant bien sûr de moyen de transport à la compagnie) par l'appropriation progressive de terrains loués, ou tout simplement en dépossédant les propriétaires sans défense. La Standard Fruit et la United Brand ont constitué des "enclaves" sur le territoire hondurien; leurs ouvriers ont longtemps été payés en recevant des bons d'achat pour des produits de consommation distribués par la compagnie elle-même, ce qui a longtemps fait obstacle au développement industriel du Honduras, en réduisant considérablement la demande de ces produits sur le marché national.

Déjà en 1962, l'exportation de bananes représentait 59.3% du volume total des exportations, et ce chiffre s'est maintenu jusqu'à maintenant. L'enclave de la banane marque à tel point l'histoire du Honduras que les divers groupes économiques qui veulent s'incorporer au processus d'exploitation du pays ne peuvent le faire qu'en accord avec les compagnies de bananes, ou dans des activités qui n'entrent pas en compétition avec les leurs. En même temps, les grands propriétaires honduriens se disputent le contrôle du pouvoir politique, en fonction de l'enclave, en lui donnant les concessions qu'elle réclame ou en lui assurant le climat propice à la sur-exploitation sans problème de la main-d'oeuvre locale.

L'enclave bananière contrôle aujourd'hui de nombreuses entreprises d'à peu près tous les secteurs de l'économie hondurienne et, bien sûr, une grande partie du système bancaire.

Un pays dépendant

En 1969, le Honduras est en pleine crise économique, étant le pays le plus sous-développé et le moins favorisé à l'intérieur du marché centre-américain. Acculé au pied du mur par une dette extérieure énorme et confronté à un mouvement paysan de plus en plus fort et uni, le gouvernement hondurien se lance dans la guerre contre le Salvador. Il espère ainsi promouvoir une sorte de croisade nationale qui ferait disparaître les tensions sociales. La défaite du Honduras mit bien en évidence l'inefficacité et la corruption au sein de l'armée. C'est là le point de départ pour une réorganisation complète de l'armée.

En 1972,un coup d'Etat militaire place l'armée au pouvoir. Ce coup répond à une situation de tension sociale presque intolérable, et les militaires mettent sur pied une réforme agraire qui vise la modernisation institutionnelle du pays et surtout

la transformation relative des vieilles structures d'exploitation et de dépendance. La Réforme Agraire est le mot d'ordre fondamental des militaires qui d'autre part, se gardent bien de ne pas réveiller de réactions trop fortes, de la part de la classe dominante.

Même si la redistribution des terres se fait très timidement et à très petite échelle, les grands propriétaires et les multinationales agro-industrielles, spécialement les compagnies de bananes, y voient immédiatement leurs intérêts menacés. Ils mettront tout en oeuvre pour faire échouer le projet réformiste.

Un gouvernement solidaire ... de l'exploitation du peuple !

Ils y réussiront complètement. Le prétexte pour destituer le gouvernement réformiste en 1975 est monté de toute pièce par la United Brand; on l'a appelé le "Bananagate". En effet, la United Brand révéla publiquement que le chef du gouvernement avait accepté un pot-de-vin de 1 million de la United Brand elle-même, afin de bloquer un projet de loi pour lever un impôt à l'exportation de bananes.

Les militaires qui prennent le pouvoir en 1975 sont nettement plus réactionnaires et répressifs. Leur premier geste sera de déclencher une vaste répression du mouvement paysan. C'est dans ce cadre qu'a lieu la massacre de Olancho. Non seulement on paralyse définitivement la R.A.*, mais on effectue des purges et des sanctions au sein même de l'armée. Le mouvement ouvrier est lui aussi férocement combattu, et on pousse la création d'organisations syndicales parallèles, qui font naître la désunion dans le mouvement ouvrier.

En 1978, un nouveau scandale éclate qui générera un autre changement au sein du gouvernement. Ce scandale révéla que le Honduras était un pont entre les USA et la Colombie dans le grand traffic international de drogues. On découvre la participation de plusieurs hauts officiers de l'armée à ce traffic. C'est ainsi que le Gral. Policarpo Paz Garcia accède au pouvoir.

Avec Paz Garcia, on retourne définitivement aux vieilles structures d'exploitation, mais cette fois "renforcées". En effet, les militaires mettent en place des "juntes régionales de développement", organismes présidés par des commandants militaires et chargés d'exercer le contrôle sur tous les projets de développement impliquant des investissements des fonds publics. Ces juntes se sont converties en des mécanismes de contrôle politique extrêmement efficaces, qui en même temps qu'ils effacent les derniers vestiges d'autonomie des municipalités, conduisent à la militarisation de la vie civile.

(*Réforme Agraire)

Un peuple qui s'organise

Les paysans honduriens ont toujours réagi avec force devant la sur-exploitation et l'accaparement des terres par l'enclave bananière et les grands propriétaires. Les premières organisations paysannes sont nées dans la chaleur d'une grève des ouvriers de la banane en juillet '54. A partir de ce moment où, pour la première fois, ils ont forcé le gouvernement à reconnaître le droit à l'association syndicale, ils mènent plusieurs luttes importantes. Leur principale méthode de lutte est l'occupation massive des terres ("les invasions").

En avril dernier, des élections ont reporté Paz Garcia au pouvoir. Il s'aggissait en effet de "légitimer" le pouvoir militaire. C'est pourquoi on a sciemment écarté la D.C. et le P.C. du processus électoral. Mais, ce n'est pas tout; les militaires

veulent s'assurer maintenant la permanence au pouvoir en "institutionalisant" Paz Garcia à la tête du pays.

Mais ce durcissement du pouvoir politique et militaire a suscité d'autre part une organisation toujours plus forte et unitaire du mouvement populaire. C'est ainsi qu'en septembre dernier naît le Front d'Unité Nationale Paysanne Hondurien (FUNACAMH). Comme pour les pays voisins, c'est dans leur propre effort d'organisation, dans leurs aspirations à une société juste et dans leur lutte constante pour la libération que les paysans honduriens voient une lueur d'espoir.

HONDURAS : soumission aux plans nord-américains !

Un traité de paix avec le Salvador, signé à Lima en octobre dernier, mit officiellement fin à la ridicule "guerre du football". Avec la signature de ce traité, le Honduras peut maintenant s'intégrer au Conseil de Défense de l'Amérique Centrale, CONDECA, avec les Forces Armées des différents pays dont les cadres ont reçu la même formation dans les mêmes écoles et bases militaires aux USA, à Panama ou à Taiwan.

En mai 1980, 600 fugitifs salvadoriens, surtout des femmes et des enfants, ont été pris entre les feux croisés des Armées du Salvador et du Honduras campées sur les deux rives de la rivière limitrophe Sumpul. Cet horrible massacre, dénoncé par une partie de l'Eglise hondurienne, met bien en lumière le rôle que joue depuis plusieurs mois l'armée hondurienne en appui à la junte criminelle du Salvador.

La politique du gouvernement du Honduras, présidé par le général Policarpo Paz Garcia, se caractérise aussi par de nombreuses provocations contre la révolution sandiniste du Nicaragua, de nouvelles formes de répression et de torture contre la population hondurienne, et une croissante hostilité envers les réfugiés civils salvadoriens.

Ces trois aspects démontrent bien de quelle façon le "gouvernement militaire de transition" joue son rôle à l'intérieur de l'Amérique Centrale, rôle qui lui a été assigné par Washington.

Plus préoccupante encore est l'augmentation rapide de l'achat d'armes, ressemblant à celles du Guatémala et du El Salvador, avec des liens dissimulés entre les trois. C'est par ses ventes militaires que l'actuelle administration de Ronald Reagan continue à manipuler la politique de ces trois régimes.

En même temps, à Tegucigalpa, les entreprises conjointes d'ex-somozistes avec des hauts officiers des forces armées honduriennes à la retraite, ou en plein accomplissement de responsabilités "délicates", continuent.

Complicité dans la répression

Par exemple, en plein centre-ville de la capitale hondurienne, on peut voir l'ex-général Heberto Sanchez, ancien ministre de la Défense dans le Nicaragua de Somoza. L'apparition du Général Sanchez avec d'autres ex-chefs militaires du somozisme, et les agressions faites au Nicaragua depuis le territoire hondurien, ne sont pas de simples coïncidences ...

Selon la presse hondurienne, les amis d'Anastasio Somoza Portocarrero arrivent à occuper des postes stratégiques à l'intérieur de l'actuelle structure militaire hondurienne.

La politique interne du régime militaire réprime de plus en plus les manifestations populaires qui réclament des réformes socio-économiques. Un bon exemple est la militarisation du complexe agraire "Isletas", sur la côte nord du Honduras, où il existe depuis longtemps une coopérative paysanne. Les revenus considérables de la coopérative ont été volés à plusieurs reprises. Les vols ont toujours eu lieu à l'occasion d'une perquisition militaire des propriétés de l'entreprise, que les chefs du 4ème batallion de La Ceiba accusent d'être "communiste".

Quant à la croissante collaboration militaire du Honduras avec la junte militaire démo-chrétienne salvadorienne, les preuves sont si abondantes qu'un religieux hondurien disait que l'intervention hondurienne pour essayer de sauver la garde nationale du El Salvador avait déjà commencé. Détentions des réfugiés, une hostilité manifeste allant jusqu'à l'interdiction d'assistance médicale aux blessés, et les disparitions des détenus, sont là seulement quelques indices de cette complicité criminelle.

(Source: "MARKA" No. 197, mars '81, Lima)

UNE EGLISE DÉMOBILISÉE !

La population du Honduras est catholique à 98%, 55 prêtres honduriens et 175 prêtres étrangers forment le clergé; de ces 230 prêtres 135 appartiennent à des congrégations religieuses; 7 évêques, dont 4 d'origine étrangère; 317 religieuses. Quel rôle peut donc jouer l'Eglise hondurienne dans la conjoncture actuelle de l'Amérique Centrale?

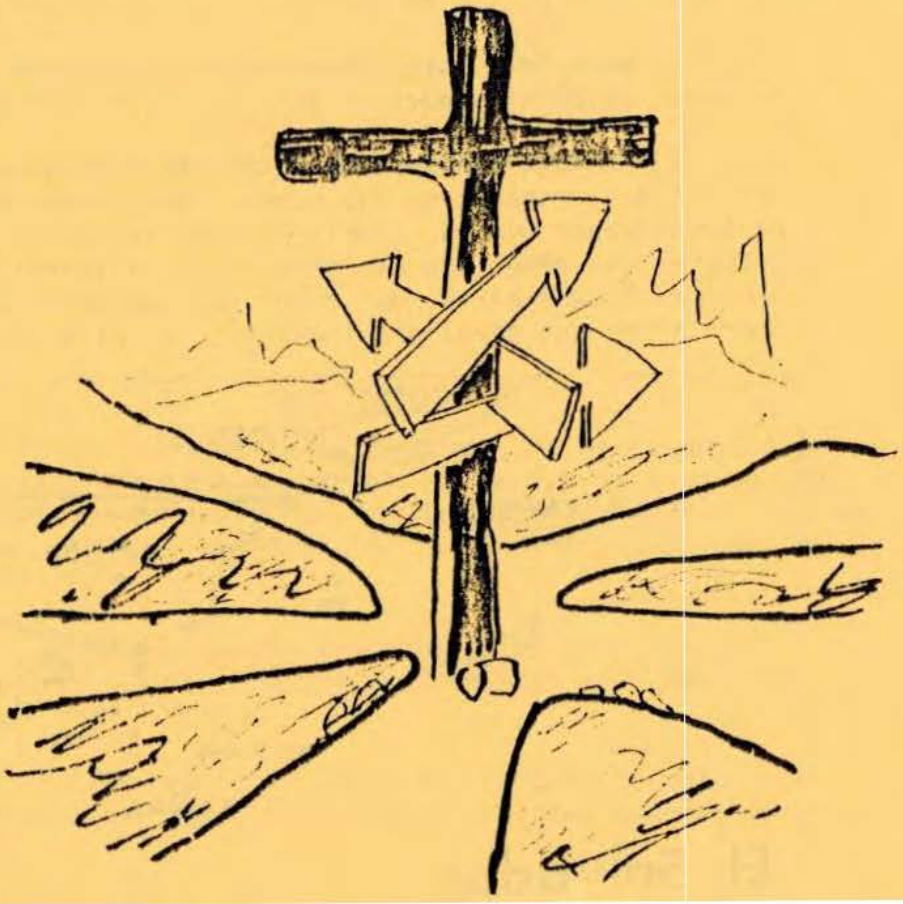
Pourtant, à la suite de Vatican II et de Medellin en 1968, l'Eglise a joué un rôle de suppléance dans les domaines délaissés par l'Etat et elle a vu son influence grandir surtout chez les paysans. A mesure que ces derniers prenaient conscience de leur situation d'oppression, l'affrontement avec les grands propriétaires terriens opposés à la Réforme Agraire et le gouvernement trop lent à l'appliquer devint de plus en plus inévitable.

Le conflit éclatera en juin 1975, à l'occasion d'une marche sur la Capitale, organisée par l'Union Nationale des paysans pour faire pression sur le gouvernement et l'obliger à répartir les terres indispensables à des milliers de cultivateurs. La réaction du gouvernement militaire pour empêcher cette marche de 12,000 paysans fut violente dans tout le pays, et sanglante dans la Pré-

lature d'Olancho. Sous prétexte que la plupart des dirigeants de l'Union des paysans avaient été formés par l'Eglise, les grands propriétaires terriens, de connivence avec les militaires alors au pouvoir, ont assassiné deux prêtres, Miguel J. Cypher et Yvan Betancourt, et douze paysans. La massacre fut dénoncé par l'Evêque et les prêtres du Diocèse de Santa Rosa de Copan. Ce n'est qu'un an plus tard que les autorités réagirent: par des menaces, des têtes mises à prix, surtout celle de l'Evêque d'Olancho, les forces répressives réussirent à faire évacuer tous les prêtres et religieuses du Diocèse d'Olancho.

A partir de ce moment nous observons de grands changements dans l'Eglise du Honduras. L'engagement social se fait plus "timide" selon les uns, ou plus "prudent" selon les autres. Le travail d'évangélisation change également d'accent. Comme la répression s'est abattue sélectivement sur les leaders, laissant les communautés dans la crainte, on s'oriente vers une ligne plus spiritualiste. Il en est ainsi des sectes religieuses qui, avec succès en de telles circonstances, intensifient leur campagne également démobilisante.

Avec un manque de leadership dans la hiérarchie actuelle, l'exécution des interlocuteurs possibles parmi les paysans, absente des problèmes ouvriers, détachée de l'université, l'Eglise hondurienne s'est vue noyautée par la Démocratie Chrétienne qui a pris la relève des militaires au pouvoir. Bien qu'elle n'ait pas fait un choix explicite, l'Eglise au Honduras est cependant encline à voir dans la Démocratie Chrétienne un organisme pouvant, avec modération, sauvegarder les principes démocratiques face aux positions avancées de l'Internationale Socialiste. C'est dans cette poussée que l'Eglise "s'est rendue compte" que les Ecoles Radiophoniques qui furent à l'origine d'une forte prise de conscience en milieu paysan au Honduras, avaient le même personnel administratif et éxécutif que le Parti démocrate chrétien en formation, mais même si elle prétendit s'en délier, il était déjà trop tard. Les massacres continuent au Honduras, et l'expérience du El Salvador, aux prises avec une Démocratie Chrétienne, lui aura servi de test et de réponse.



LES RÉFUGIÉS SALVADORIENS AU HONDURAS

Début avril, une délégation canadienne se rendait au Honduras, dans la zone frontière avec le El Salvador, pour enquêter sur la situation des réfugiés dans cette région. Denis Fontaine, coordonnateur du Comité, en faisait partie.

Les 14-15 mars dernier, une vaste opération militaire de la Garde Nationale salvadorienne tentait d'encercler un groupe de 7000 réfugiés dans le département de Cabañas. Mais trois facteurs allaient empêcher la répétition du massacre du Rio Sumpul (14 mai 1980), où 600 paysans (hommes, femmes et enfants) avaient perdu la vie.

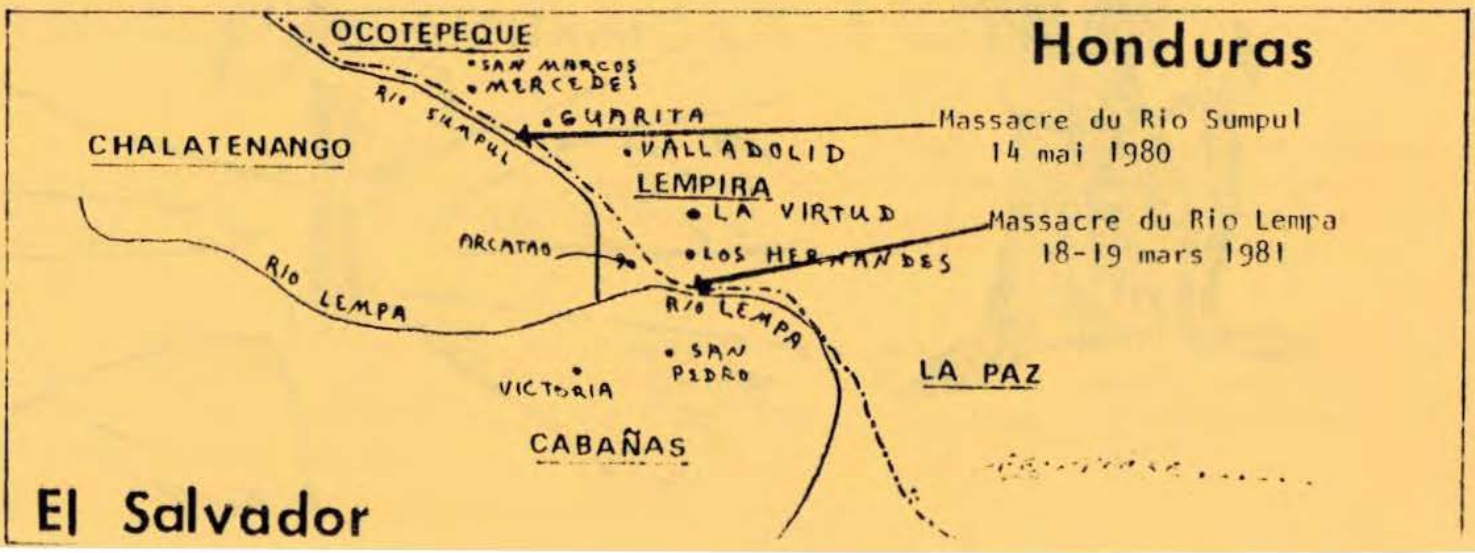
D'abord, la présence des forces du FMLN (Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale) qui, en simulant l'attaque d'un barrage électrique vers le Nord, ont pu détourner l'attention et faire une percée vers l'intérieur, diminuant ainsi la pression sur le groupe des réfugiés, coincés entre la rivière Lempa et un cordon de 2,000 soldats, épaulés par ORDEN (troupes armées para-militaires).

Deuxièmement, les troupes honduriennes ont sous-estimé le temps nécessaire aux réfugiés pour atteindre la rivière. Ils ont raté le "rendez-vous" et l'opération "sandwich" n'a pas eu lieu.

Enfin, et surtout, les organisations humanitaires avaient été prévenues, du côté hondurien: deux prêtres, quelques séminaristes, deux médecins et deux journalistes ont réussi à franchir les lignes de l'armée hondurienne (il y en avait tout de même quelques-uns, même si le gros des troupes n'est arrivé que le lendemain!). Ils ont ainsi pu aider à la traversée de 4,500 réfugiés, entre 4 hres dans l'après-midi du 18 mars et midi le lendemain, sous le tir des mitraillettes et des grenades lancées par hélicoptère. On ne sait rien des 2,500 qui n'ont pas traversé ...

Dans les jours suivants, on a retrouvé les corps de onze enfants noyés et les cadavres de 24 salvadoriens tués en territoire hondurien.

Ce fait est important, car la majorité des réfugiés que nous avons interrogés étaient des rescapés du Rio Lempa. Nous avons recueilli des dizaines et des dizaines de témoignages sur la complicité des armées des deux pays, et ce, tant de la part des réfugiés eux-mêmes que des paysans et villageois honduriens et des bénévoles des organismes humanitaires, qui n'ont pas manqué de rapporter maints "incidents" de visites américaines aux garnisons locales. Le plus significatif, peut-être, est la visite, en



hélicoptère, de l'ambassadeur américain Binns, quelques jours avant le massacre. Il se serait même arrêté dans les entrepôts de Caritas, à la recherche des armes destinées aux révolutionnaires ... Curieusement, quelques jours avant le massacre du Rio Sumpul, l'an dernier, une rencontre avait lieu à Ocotepeque, à la frontière hondurienne avec le El Salvador et le Guatémala, entre les chefs des armées de ces trois pays et un ambassadeur américain. Pure coïncidence ...

Les réfugiés vivent dans le dénuement le plus complet. Des dizaines de bébés nus, couchés à même le sable du ruisseau desséché. Des centaines d'enfants au ventre gonflé de vers intestinaux, à la recherche de quelques branches sèches pour alimenter le petit feu où leurs mères cuisinent dans de vieilles boîtes d'huile à moteur. Un bon nombre n'avaient pas encore trouvé abri sous les grands morceaux de plastic apportés par Caritas, et qui fendront au premier coup de vent de la saison des pluies, dans quinze jours. Il n'y a pas d'eau et les médicaments sont rarissimes. Les épidémies font des ravages, tant chez les enfants que chez les vieillards.

Mais le plus grave problème, c'est celui de la terreur. Ces gens vivent dans l'angoisse perpétuelle d'une trahison, d'un raid de nuit, d'un nouveau déplacement. Ils ont trop vu d'arrestations arbitraires, d'incursions nocturnes d'ORDEN, de "livraison" de groupes de réfugiés par l'armée hondurienne à l'armée salvadorienne, de tortures de toutes sortes,de viols, de mutilations de cadavres, d'incendies de récoltes et de maisons, de vols, de massacres de bétail. Ils ont quitté, de force, l'enfer de la guerre civile pour se retrouver dans la gueule du loup américain, par l'armée hondurienne interposée. 60% des médicaments utilisés par les "Médecins sans frontières" sont des tranquilisants.

Et pendant que nous interrogions les réfugiés de La Virtud, les soldats honduriens sont arrivés. Ils ont forcé un enfant à grimper dans l'arbre et à arracher la pancarte qui annonçait: "Camp Mgr Romero". Il faut comprendre, voyez-vous, que ces choses-là sont bonnes pour le Salvador, mais ici, vous êtes au Honduras ...

Les réfugiés n'ont droit à rien, même pas à leur prophète !

en vente au Comité (en quantités très limitées...)

* La nueva Biblia Latinoamericana (Edición pastoral). ($10.00)
  En espagnol. Abondamment illustrée.
  Traduction, présentation et commentaires à partir de la réflexion des communautés de base latino-américaines.

* Disque "Blazing Frontiers". Los Companeros. ($7.00)
  Chants de luttes et d'espérances, composés et magnifiquement exécutés par ce groupe torontois de réfugiés chiliens et grecs.
  La musique, un savoureux mélange d'éléments folkloriques des deux pays, déroute et envoûte tout à la fois.
  Paroles en grec et en espagnol, avec traduction en français et en anglais dans le feuillet intérieur.

* Cassettes de chants salvadoriens, exécutés par le groupe "Yolocamba-Ita".
  - la messe populaire salvadorienne (textes disponibles en espagnol)
  - chants patriotiques et révolutionnaires

  ($6.00 ch.)

NOUVELLES en bref:

- Le 10 mars, une manifestation "monstre" s'est déroulée sur la colline parlementaire, à Ottawa, à l'occasion de la visite du Président américain Ronald Reagan. Les manifestants ont clairement exprimé leur hostilité à l'intervention américaine au El Salvador et ont exigé, une fois de plus, que le gouvernement canadien éclaircisse ses positions sur cette question.

- Le 28 mars, une célébration oecuménique à la mémoire de Mgr Romero rassemblait plus de 1,000 personnes, catholiques et protestants, à la cathédrale de Montréal. Le P. Walter Guerra, prêtre salvadorien en exil à Mexico, a prononcé une vibrante homélie sur la "conversion" de Mgr Romero par son peuple. Une initiative du Social Justice Committee, que le Comité Chrétien a appuyé de toute sa "compétence" liturgique.

- Du 30 mars au 14 avril, une délégation canadienne s'est rendue au Honduras pour enquêter sur la situation des réfugiés salvadoriens dans la zone frontière. Ils ont rapporté des projets d'aide humanitaire pour la valeur d'un quart de million! Si vous pouvez contribuer...
  Denis Fontaine, coordonnateur du Comité Chrétien, faisait partie de la délégation. Il s'est ensuite rendu au Nicaragua, où il a pu vivre quelques jours avec le P. Anselmo Leonelli. Ce dernier salue tous les amis du Comité.

- Du 21 avril au 16 mai, Domitila Chungara, indienne bolivienne, héroïne de la lutte des femmes aux mines de Siglo XX, effectue une tournée à travers tout le Canada. Son vibrant témoignage a été mis par écrit dans le livre: Si on me donne la parole, dans la Petite Collection Maspéro.

ARGENTINE:

- Lors de la célébration du Congrès marial à Mendoza, on a supprimé du texte du Magnificat ces versets: "Il a renversé les puissants de leurs trônes et il a élevé les humbles".

- Des membres de l'Aréonautique ont enlevé une croix de bois qui signalait l'endroit où est mort - victime de la répression - l'évêque de La Rioja, Enrique Angelelli. Bien que la croix ait été située à huit mètres de la route, on a prétexté une loi qui précise qu'on doit éliminer tout ce qui dérange sur les routes.
  (Bulletin "Espérance des Pauvres" no 198)

- Depuis 1979, le gouvernement argentin accorde aux évêques du pays des émoluments mensuels équivalant à 80% de ceux d'un juge de 1ère instance pour les évêques titulaires et à 70% pour les auxiliaires (environ $1,350.00). Trois diocèses seulement, sur un total de 62, ont refusé la proposition gouvernementale.
  (Bulletin "Dial", no 658)

Le bulletin d'information "CAMINANDO" est publié bi-mensuellement, en solidarité avec nos frères des Eglises latino-américaines, pour la sensibilisation des chrétiens du Québec et du Canada. Le prix suggéré pour l'abonnement est de $3.00.

Abonnement _____ Nom: _____

Contribution au travail du Comité _____ Adresse: _____

Contribution aux projets en A.L. _____ _____ Code _____